



# Communautés en santé

## Cap sur une charte de la sécurité alimentaire :

### Réseau de la sécurité alimentaire des districts de Sudbury et Manitoulin

Un système alimentaire durable incorpore des questions de santé, économiques, environnementales et relatives à la justice sociale dans le cadre d'une vision qui consiste à créer des communautés bénéficiant d'une sécurité alimentaire. Les communautés qui jouissent d'une sécurité alimentaire ont assez d'aliments sains pour tous et appuient les personnes qui sont à risque d'insécurité alimentaire. Dans une communauté profitant d'une sécurité alimentaire, les ressources alimentaires locales sont cultivées de manière viable et contribuent à une économie florissante et à un environnement sain.

Le Réseau de la sécurité alimentaire de Sudbury et de Manitoulin est un bon exemple d'une communauté qui prend une mesure collective afin

d'améliorer la sécurité alimentaire et de faire valoir des politiques publiques saines.

Ce réseau de la sécurité alimentaire a été mis sur pied il y a 10 ans, par l'entremise du Service de santé publique de Sudbury et du district. Ses membres représentent un vaste éventail de secteurs, dont des groupes agricoles et des ministères clés. Sa vision est la suivante : « des collectivités profitant d'une sécurité alimentaire, dans les districts de Sudbury et de Manitoulin, de sorte que les gens n'aient pas faim, qu'ils disposent de choix alimentaires santé, qu'ils aient accès à des ressources alimentaires locales et

qu'ils puissent profiter d'un environnement durable ».

Depuis l'été 2002, le Réseau de la sécurité alimentaire a mis l'accent sur l'élaboration d'une charte alimentaire pour les districts de Sudbury et de Manitoulin. La Charte alimentaire fournit un cadre pour rassembler les membres de la communauté autour d'une vision



Les participantes et participants à la « journée de visualisation » de la Charte alimentaire

commune, qui consiste à améliorer l'accès aux aliments locaux sains et nutritifs.

Puisqu'elle aborde les questions sociales, économiques et environne-mentales liées aux aliments, la Charte aide les membres de la communauté à envisager le système alimentaire et ses différents composantes de manière globale et holistique.

Le processus de rédaction de la Charte s'est avéré une manière efficace de faire participer les membres de la communauté et le gouvernement local. Durant ce processus, on a fait beaucoup de consultations et d'apprentissage au sein du Réseau de la sécurité alimentaire et

dans la communauté en général. On a tenu plusieurs activités publiques, dont une réunion avec Debbie Field de *Foodshare Toronto* au sujet de l'importance de renforcer notre système alimentaire local, un atelier dans le cadre d'une conférence sur la santé publique et une discussion avec David Suzuki sur les questions environne-mentales liées aux aliments.

On a rédigé la première ébauche de la Charte alimentaire après une « journée de visualisation » à laquelle a participé M. Wayne Roberts du *Toronto Food Policy Council*. Plus de 60 participantes et participants ont participé au processus de visualisation.

Des activités de ce genre ont augmenté la visibilité des questions liées aux aliments dans la

communauté et l'intérêt des différents secteurs à participer au sein du Réseau de la sécurité alimentaire. Elles ont donné lieu à un débat sain sur des questions telles que l'agriculture biologique, la distribution alimentaire de bienfaisance, ainsi que les manières d'améliorer l'accès aux aliments appropriés sur le plan culturel. Les membres du Réseau de la sécurité alimentaire ont aussi cerné un besoin de mieux comprendre et appuyer la sécurité alimentaire dans les collectivités des Premières nations. Les aliments traditionnels

Suite à la page 8



Communautés en Santé est publié par la Coalition des communautés en santé de l'Ontario

Nous encourageons les lectrices et lecteurs à présenter des commentaires et des idées d'articles ou des profils de membres au Comité de rédaction

#### RÉDACTION

Monique Beaudoin  
Paul Filteau  
Lorna Heidenheim  
Kerri Jones  
Andrew Koch

#### MAQUETTE

Kerri Jones  
Andrew Koch

#### TRADUCTION

mots Pour maux

#### IMPRESSION

Captain Printworks

#### COLLABORATEURS

Monique Beaudoin  
Tammy Cheguis  
Lorna Heidenheim  
Andrew Koch  
Kim McGibbon  
Doreen Ojala  
Chris Winter

Communiqué avec nous à l'adresse suivante:

CCSO

555 Richmond ouest, Bureau 505  
Boite 1100  
Toronto, ON M5V 3B1

téléphone (416) 408-4841

toll free 1-800-766-3418

fax (416) 408-4843

courriel [info@healthycommunities.on.ca](mailto:info@healthycommunities.on.ca)

Visitez notre site web :

[www.ccsso.ca](http://www.ccsso.ca)

Ce document a été préparé grâce à l'aide financière du Ministère de la santé et des soins de longue durée de l'Ontario et la fondation Trillium de l'Ontario.

Les renseignements contenus dans le présent document illustrent l'opinion de leurs auteurs et non l'avis officiel de la CCSO et du gouvernement de la province de l'Ontario.

## Nourriture saine, communautés en santé

La plupart d'entre nous tiennent pour acquis l'accès à la nourriture, comme c'est le cas pour le logement, l'eau propre et les autres besoins essentiels. Si vous marchez le long d'une rue importante dans la majorité des villes, vous verrez plusieurs restaurants et magasins qui offrent une variété d'aliments. Allez vous promener dans bon nombre de régions rurales et vous passerez devant des fermes où on cultive une abondance de cultures et où on élève des animaux, comme des poules ou des vaches.

Avez-vous déjà pensé à la raison pour laquelle tellement de personnes et de familles comptent sur les banques d'alimentation pour obtenir assez de nourriture, tandis que d'autres deviennent obèses tant ils mangent de malbouffe? Pourquoi les aliments sains sont-ils souvent coûteux ou même difficiles à trouver dans certaines communautés? Pourquoi autant de nos aliments sont importés de si loin même si nous avons d'excellentes terres agricoles, ici même en Ontario?

Des questions de ce genre nous rappellent l'importance et la complexité de notre système alimentaire.

L'intérêt à l'égard de la sécurité alimentaire croît dans les communautés de l'Ontario et du monde. Non seulement est-ce important de s'assurer que tous aient accès à une quantité suffisante d'aliments sûrs, nutritifs et appropriés sur le plan culturel, mais bon nombre d'entre nous reconnaissent aussi l'interdépendance de tous les aspects du système alimentaire, y compris les facteurs agricoles, environnementaux, sociaux et économiques.

En fait, en examinant les caractéristiques de la sécurité alimentaire des collectivités, on voit qu'elles sont très semblables à celles d'une communauté en santé :

- Une collectivité profitant d'une sécurité alimentaire « met en valeur la coopération parmi tous les participants d'un système alimentaire régional ou local, y compris les exploitants

agricoles et les producteurs, les groupes de citoyens, les organismes communautaires, les organismes gouvernementaux, les entreprises, les chercheurs en milieu universitaire et les défenseurs de l'environnement.

- Ses mesures se fondent sur celles de la Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé : développer les aptitudes personnelles, renforcer l'action communautaire, établir une politique publique saine et créer des milieux de soutien.
- Elle aborde les questions se rapportant aux aspects économiques, environnementaux et sociaux du système alimentaire, et fait ainsi la promotion de revenus suffisants pour les consommateurs et les producteurs; de la production alimentaire locale et diversifiée; de la durabilité de l'environnement; de la protection des terres agricoles locales et de l'habitat du poisson; de l'accès général à des aliments sains; du développement économique communautaire et de la cohésion sociale au chapitre de l'alimentation. » (*Source : Le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire de l'Association pour la santé publique de l'Ontario, 2002*)

Dans ce numéro du bulletin *Communautés en santé* vous constaterez quelques-uns des efforts qu'on fait afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans les communautés ontariennes. Des initiatives telles que la Charte alimentaire de Sudbury et de Manitoulin, le projet *Toronto Food Animators* et l'évaluation de l'alimentation communautaire de Thunder Bay démontrent un ferme engagement à sensibiliser les gens et à prendre des mesures au niveau local.

Nous vous invitons à nous faire part des initiatives se rapportant à la sécurité alimentaire qui ont connu du succès dans votre communauté. Nous afficherons les histoires choisies sur notre site Web afin que les autres puissent apprendre de vos expériences.

« La santé à long terme du système alimentaire d'une communauté est un indice important de son dynamisme et de sa viabilité. Il est possible de revitaliser de manière logique et appropriée une communauté par la création d'une économie de l'alimentation locale. Un régime adéquat et varié contribue à la santé des gens; de plus, la façon dont les aliments sont cultivés, distribués et mangés a un impact énorme sur le bien-être environnemental, spirituel et économique de la communauté. » (G. Feenstra, G. « Local food systems and sustainable communities », *Am. J. of Alternative Agriculture*, 12:1, 1997, p. 28-36.)

# Créer un mouvement de conservation

par Chris Winter, directeur générale de Conservation Council of Ontario

Il a fallu une panne d'électricité importante en août 2003 pour rappeler aux gens l'importance de la conservation, et le Conservation Council of Ontario a l'intention de s'assurer qu'on ne l'oublie pas. La panne d'électricité a créé une occasion de promouvoir la conservation en Ontario. Nous avons le défi de nous en servir pour créer un mouvement de conservation fort et durable!

Le gouvernement provincial a exprimé son engagement envers la conservation de l'électricité et la création d'une « culture de conservation » en Ontario. Il a créé une Équipe d'action pour l'économie d'énergie qui se compose d'adjoints parlementaires de huit ministères. Il s'est aussi associé au Conservation Council of Ontario (CCO) pour renforcer le rôle du secteur bénévole pour promouvoir et appuyer les activités de conservation.

Le CCO a tenu un sommet sur la conservation en novembre 2004, rassemblant plus de 200 chefs de fil du domaine, afin de discuter de la façon dont les organisations non gouvernementales pourraient contribuer à l'atteinte des cibles de conservation, telle qu'une réduction de 5 % de la consommation d'électricité d'ici 2007. Les participantes et participants au sommet ont souligné le besoin d'un mouvement de conservation uni et coordonné en Ontario. Voilà pourquoi le CCO a répondu à l'appel avec « *We conserve* », une initiative visant à faire trois choses : coordonner et à appuyer les services et projets des organisations non gouvernementales ; créer des possibilités de comarketing, et enfin coordonner des campagnes provinciales ayant pour but de promouvoir les solutions de conservation.

**Coordination :** L'astuce consiste à coordonner les efforts par l'entremise de réseaux et d'organismes directeurs. En Ontario, plusieurs réseaux rassemblent les groupes afin de discuter des questions et services liés à la conservation, dont les suivants :

▫ Partenariat canadien pour la santé des enfants et de l'environnement



- Climate-Air Connections
- Environmental Education Ontario
- Green Communities Association
- Ontario Environment Network
- Coalition des communautés en santé de l'Ontario
- Ontario Smart Growth Network
- Stewardship Network of Ontario

Au sein de chacun de ces réseaux, il y a des « organismes directeurs » potentiels qui ont les ressources et l'expertise pour élaborer des politiques et des campagnes de sensibilisation. Le CCO travaillera avec les réseaux et organismes existants et aidera à créer de nouveaux réseaux, au besoin.

**Comarketing :** Les organisations non gouvernementales offrent bon nombre de projets et de services. Le comarketing est une façon de rassembler des projets semblables et de fournir des solutions toutes prêtes aux municipalités, aux écoles et aux entreprises de l'Ontario, dans le but de répondre à leurs besoins. Les services d'économies d'énergie pour les municipalités sont une priorité initiale, surtout puisque le récent budget provincial prévoit maintenant des prêts à long terme à l'intention des municipalités, pour des projets d'économie d'énergie.

**Campagnes :** Les campagnes de conservation permettent à plusieurs organismes de s'unir pour poursuivre un même objectif. On élabore présentement deux campagnes provinciales, soit « *Lighten Up* » et « *Urban Villages* ».

« *Lighten Up* » fera la promotion des fluorescents compacts comme première étape simple menant à l'économie

d'électricité. La Fondation Air Pur est l'organisme directeur de cette campagne qui devrait inclure des services d'approche communautaires et des activités de sensibilisation des organisations non gouvernementales. La campagne fera appel aux fluorescents compacts pour promouvoir d'autres

activités de conservation, comme la vérification de l'*ÉnerGuide pour les maisons*, publié par les éco-collectivités.

On élabore la campagne « *Urban Villages* » par l'entremise de l'*Ontario Smart Growth Network*. Elle fait la promotion de la notion du village comme solution de rechange souhaitable à l'étalement urbain (un village est un endroit où presque tout ce dont on a besoin se trouve à une courte distance de marche). La campagne donnera aux communautés des outils et du matériel promotionnel pour élaborer et réaliser une vision d'un village urbain, que ce soit dans un quartier du centre-ville, dans un milieu périurbain ou dans une communauté rurale.

## Pour plus de renseignements

Le Conservation Council of Ontario existe depuis 1951. Il a pour mission de promouvoir une société de conservation en Ontario. En 2002, le CCO a révisé son mandat afin de mettre l'accent sur la promotion des solutions de conservation, au lieu de la recherche stratégique. Il cherche à jouer un rôle clé dans la création d'un mouvement de conservation en Ontario, un mouvement qui compte une toute une gamme de groupes et de bénévoles divers.

Pour plus de renseignements sur l'initiative *We Conserve*, consultez le site Web du CCO à l'adresse [www.greenontario.org](http://www.greenontario.org). Pour savoir comment vous pouvez participer, communiquez avec Chris Winter au (416) 533-1635, ou au [cco@web.ca](mailto:cco@web.ca).

# Transmettre le message – L’animation alimentaire à Toronto

Le projet *Community Food Animators* est le fruit des efforts collectifs de plusieurs organismes de Toronto ayant beaucoup d’expérience au sein de programmes d’alimentation communautaires.

L’animation alimentaire est conçue pour aider les communautés à mettre sur pied de nouveaux projets et à améliorer des services existants. Elle a pour but d’améliorer l’accès aux aliments sains, abordables et appropriés sur le plan culturel en utilisant un modèle de développement communautaire. Les animateurs alimentaires ont aidé à mettre sur pied 12 projets dans 5 voisinages insuffisamment desservis qui ont l’intérêt et la capacité d’entreprendre de nouveaux projets en matière d’alimentation. Le projet appuie quatre genres de programmes : les jardins collectifs, les cuisines communautaires, l’accès aux aliments frais et l’accès au secours alimentaire.

Les cuisines communautaires et les jardins collectifs sont des façons bien connues pour améliorer l’accès à la nourriture et augmenter la participation communautaire. Par l’entremise des programmes améliorer le secours alimentaire), les animateurs alimentaires aident les programmes alimentaires existants à améliorer l’efficacité et la qualité de leurs services. Le volet le plus récent, l’accès aux aliments frais, vise à améliorer l’accès

aux aliments sains appropriés sur le plan culturel, de manière à créer un espace public et à renforcer les interactions dans la communauté. On peut y parvenir par l’entremise des marchés de producteurs, des arrêts Boîte de bons aliments et en trouvant de nouvelles façons pour les fournisseurs de fruits et légumes frais d’atteindre les marchés locaux.

L’équipe des animateurs alimentaires créera aussi de nouveaux partenariats au sein des secteurs public et privé et des organismes communautaires afin d’accroître les capacités des programmes alimentaires. Par exemple, l’équipe travaille avec la *Toronto Community Housing Corporation* et le *Toronto District School Board* pour élaborer des politiques qui permettront aux organismes et aux communautés qu’ils desservent de mettre en œuvre des programmes alimentaires locaux. Ces mesures nous aideront à garantir que les

efforts du projet des animateurs alimentaires durent au-delà de la durée du projet.

Le projet *Food Animators* est financé par la ville de Toronto et la *Toronto Community Foundation*. Pour obtenir plus de renseignements sur ce projet, communiquez avec Jennifer Reynolds : (416) 636-6441, poste 227 ou [jennifer@foodshare.net](mailto:jennifer@foodshare.net). (Adapté d’un article de Rhonda Teitel-Payne dans le bulletin *The Stop News*, printemps 2005).



photo © Laura Berman

Kadija Hayir et Hodan Jama travaillent au jardin des Est-africaines à Lawrence Heights

---

## Évaluation de l’alimentation communautaire de Thunder Bay

par Kim McGibbon, Bureau de santé du district de Thunder Bay

Le *Thunder Bay Food Action Network* et le Bureau de santé du district de Thunder Bay ont procédé à une évaluation de l’alimentation communautaire en 2004. L’objectif de l’évaluation de l’alimentation communautaire était :

- d’établir un profil des caractéristiques, des programmes alimentaires et des ressources de la communauté;
- d’évaluer la sécurité alimentaire des ménages et l’accessibilité des programmes alimentaires;
- d’échanger les données avec la communauté et encourager les citoyennes et citoyens à participer activement au système alimentaire local.

Ce processus d’évaluation comprenait une analyse documentaire, des entrevues et des groupes de discussion en compagnie des membres de la communauté, et l’établissement du profil des programmes d’action alimentaire ainsi que des niveaux de revenu. Bon nombre de résultats clés seront utilisés afin de guider, d’appuyer et de sensibiliser les gens au sujet du *Food Action Network*. En voici quelques-uns:

- Les programmes alimentaires se trouvent surtout dans les régions à faible revenu et dans les centres-villes.
- Les exploitants agricoles locaux produisent une grande variété d’aliments mais doivent composer avec bon nombre d’obstacles, y compris une saison de croissance courte, des coûts de production élevés, de nouveaux règlements, des enfants qui quittent la ferme et des difficultés à vendre les aliments sur le marché. Les exploitants agricoles croient que le grand public ne connaît pas ces difficultés.

- Des personnes manquent encore de nourriture. Les personnes étant le plus à risque sont celles qui obtiennent de l’aide sociale, les ménages monoparentaux et les membres des Premières nations.
- Les adultes ayant un accès insuffisant aux aliments ont indiqué qu’ils ont l’impression d’être isolés, qu’ils éprouvent du désespoir et qu’ils ont des niveaux plus élevés de stress et de maladie. Les parents ont indiqué que leurs enfants sont fatigués, grincheux et ont de la difficulté à se concentrer quand ils ne mangent pas assez.

En résumé, la pauvreté demeure l’obstacle principal à la sécurité alimentaire dans les collectivités. Viser la production et la consommation alimentaires locales est un élément clé de la solution. Le rapport sur l’évaluation de l’alimentation communautaire comptait plusieurs recommandations :

1. Améliorer les compétences en ce qui a trait aux aliments et à la nutrition, par l’entremise de l’éducation.
  2. Promouvoir et appuyer les aliments locaux en établissant des partenariats avec les exploitants agricoles et en sensibilisant les consommatrices et consommateurs aux avantages d’acheter des aliments cultivés dans la région.
  3. Aborder les besoins de la communauté en favorisant l’accès aux programmes d’alimentation pour les enfants, au soutien à l’allaitement maternel, aux banques d’alimentation et aux autres programmes.
  4. Plaider pour l’amélioration des politiques gouvernementales liées aux salaires et aux revenus, et pour créer des emplois.
- Pour consulter le rapport au complet, veuillez visiter le site Web [www.tbdhu.com/food/security/FAN\\_ReportSept2004.pdf](http://www.tbdhu.com/food/security/FAN_ReportSept2004.pdf).

# Une nouvelle ressource pour appuyer la sécurité alimentaire

*La nourriture, vous y avez pensé?* Cahier d'activités pour améliorer la sécurité alimentaire et influencer les politiques est une nouvelle ressource mise au point dans le cadre d'une série de projets de recherche en Nouvelle-Écosse. Elle fait appel à la recherche et aux expériences liées aux projets de sécurité alimentaire dans cette province et incorpore aussi des idées, des indications et des conseils de personnes ayant participé à des questions et mesures de sécurité alimentaire au Canada.

Les personnes intéressées à entamer une discussion sur la sécurité alimentaire dans leur communauté peuvent se servir du cahier d'activités.

Le cahier d'activités a pour but de renforcer l'autonomie des personnes des communautés afin de sensibiliser les gens à la sécurité alimentaire et, en fin de compte, d'influer sur les politiques et les systèmes afin d'aborder les questions de sécurité alimentaire de façon plus efficace.

Le cahier d'activités sera disponible d'ici l'été 2005. Il a été mis au point par l'entremise des projets de sécurité alimentaire du *Nova Scotia Nutrition Council* et du *Atlantic Health Promotion Research Centre*. On peut en consulter une ébauche en ligne à l'adresse : [www.foodthoughtful.ca](http://www.foodthoughtful.ca).

Un nouveau projet intitulé « Renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire au moyen du mentorat » est aussi en cours. Celui-ci est financé par l'entremise de l'Agence de santé publique du Canada, le Fonds pour les projets nationaux du Programme canadien de nutrition prénatale (PCNP) et le Programme d'action communautaire pour les enfants (PACE). Le projet a pour objectif d'améliorer les capacités afin d'aborder les questions concernant la sécurité alimentaire par l'entremise de changements de politiques.

Le projet est guidé par un comité consultatif « de mentors en sécurité

alimentaire » de 11 membres, qui se compose de membres du personnel du PACE-PCNP de partout au Canada. En se servant d'approches participatives, ces mentors aideront à établir un processus de formation à utiliser avec le cahier d'activités *La nourriture, vous y avez pensé?* et le guide de l'animateur s'y rattachant. Les mentors guideront aussi la préparation d'une nouvelle vidéo qu'on utilisera avec la formation. On encouragera les mentors à aider les autres dans leur région à utiliser ces ressources de manière efficace. Toutes les activités du projet, y compris le cahier d'activités et la vidéo, seront offertes dans les deux langues officielles.

Pour obtenir des renseignements et pour toute question, veuillez communiquer avec : Patty Williams (chercheuse principale) – [Patty.Williams@msvu.ca](mailto:Patty.Williams@msvu.ca) ou Susan Roberts (coordonnatrice du projet) [Susanr@cbr-aimhigh.com](mailto:Susanr@cbr-aimhigh.com).

## Mise à jour sur le projet écoCommunautés

ÉcoCommunautés, un projet conjoint de la CCSO et d'ecoPerth, a été lancé en janvier 2004 afin d'aider les petites et moyennes communautés ontariennes à poser des gestes en ce qui a trait aux changements climatiques. Depuis, le projet a pris un grand élan : on a créé 13 éco-Communautés et d'autres groupes se renseignent sur la façon de participer.

La première activité du projet consistait à préparer la trousse de ressources écoCommunautés, qui comprend des directives et du matériel pour 17 projets communautaires qu'ecoPerth a évalués avec succès. La trousse fournit aux organismes des ressources afin qu'ils puissent mettre en œuvre des projets sur les changements climatiques dans leur communauté, et ce, de manière rapide et efficace. On peut télécharger la trousse (en anglais) sur le site Web des écoCommunautés ([www.ecoperth.on.ca/ecocommunities/french](http://www.ecoperth.on.ca/ecocommunities/french)). On peut aussi se procurer des versions imprimées et sur CD-ROM.

Depuis juin 2004, on a présenté 9 ateliers et créé 13 groupes. Il y a des groupes dans toutes les régions de la

province. Divers organismes et bon nombre de bénévoles de la communauté participent à la plupart d'entre eux. Voici certains projets qu'on a entrepris jusqu'à maintenant :

**Local Flavour** : Ce projet encourage la production et la consommation alimentaires locales, contournant ainsi les exigences complexes que représente la distribution alimentaire conventionnelle au chapitre du transport et de la transformation. Quatre écoCommunautés ont mis sur pied des projets *Local Flavour*; dans la région de Gananoque, le groupe a identifié 76 producteurs locaux, créé une base de données et conçu une carte et une brochure afin de promouvoir les ventes chez les producteurs et aux marchés des producteurs.

**Projet de remplacement des ampoules** : Il s'agit d'un programme de porte en porte, conçu pour distribuer des fluorescents compacts aux citoyennes et aux citoyens et faciliter le remplacement des ampoules des maisons. La trousse de ressources écoCommunautés fournit un tableau qui compare les stratégies d'éclairage et les coûts en capital, de fonctionnement, d'entretien et de durée de vie. Cinq écoCommunautés ont lancé des projets de remplacement des ampoules.

On agrandit les **jardins collectifs** à Thunder Bay. Parmi les nombreux

avantages, il y a la possibilité de réduire l'énergie utilisée pour transporter les aliments.

**Concours de photo de la corde à linge** : *Superior Renewable Energy Cooperative* (SREC) a proposé l'inclusion de ce projet dans la trousse de ressources écoCommunautés. Il est conçu pour sensibiliser davantage les gens aux économies énormes qu'on peut faire en se servant d'une corde à linge, comparativement à la sècheuse, qui consomme beaucoup d'énergie. SREC a réussi à mettre ce projet sur pied en 2004, tel qu'on l'indiquait dans le dernier numéro du bulletin *Communautés en santé*.

Les écoCommunautés sont financées par ÉcoAction d'Environnement Canada et par la Fondation Trillium de l'Ontario. Ces fonds nous ont permis de fournir des capitaux de lancement pour les projets et d'offrir des consultations, de la facilitation et de l'aide technique. En mars, on a distribué le premier numéro du bulletin électronique *ecoConnections*, comme moyen d'échanger des renseignements au sujet de projets communautaires.

Pour plus de renseignements, veuillez acheminer un courriel à l'adresse [ec@healthycommunities.on.ca](mailto:ec@healthycommunities.on.ca).



## EN BREF

### Congrès pancanadien de DÉC et d'économie sociale 2005

La CCSO a été fière de s'associer au Congrès pancanadien de développement économique communautaire et d'économie sociale 2005, qui a eu lieu du 4 au 7 mai, à Sault Ste. Marie. Sous le thème « *Bâtir un mouvement pluriel* », ce congrès a rassemblé 489 participantes et participants de tous les coins du Canada, dans le cadre de 65 ateliers, séances plénières, conférences, visites de sites et d'agréables soirées sociales! Les efforts afin d'attirer une gamme variée de participants ont porté leurs fruits comme en témoigne la présence importante de francophones, d'Autochtones et de membres de nombreuses communautés, ce qui a fait du congrès un événement d'une grande richesse et aux points de vue multiples.

La CCSO a collaboré avec le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEC), le Collège universitaire Algoma et le Programme d'assistance technique au développement

économique communautaire (PATDEC) pour organiser le congrès, et elle a atteint bon nombre de ses objectifs. Il aura constitué une séance de formation et de réseautage importante pour les personnes intéressées au DÉC et à son potentiel de création de communautés plus saines et plus fortes. Les gens y ont obtenu des outils, des ressources et de nombreuses



Dwight Gessie prononce le discours d'ouverture à Sault Ste. Marie.

photo: Gilles Gagné

occasions d'apprentissage, de dialogue et d'établir des liens avec d'autres praticiennes et praticiens ainsi qu'avec des représentantes et représentants gouvernementaux. L'événement a suscité des discussions stimulantes sur les politiques publiques en matière de DÉC et d'inclusion sociale. Et enfin, le congrès a donné une visibilité à la CCSO sur la scène nationale.

Le discours d'ouverture du président de la CCSO, Dwight Gessie, a expliqué l'importance du DÉC comme un ensemble d'outils pour atteindre des communautés plus saines, et il a décrit les services que la CCSO offre pour soutenir le DÉC. Il a aussi fait référence au thème du congrès, ainsi qu'aux outils développés par la CCSO pour appuyer les initiatives d'inclusion sur le plan communautaire. L'allocation de fermeture de la directrice générale, Lorna Heidenheim, a souligné des moments mémorables de l'événement. Le personnel de la CCSO a présenté deux ateliers : *Building Inclusive Community Organizations* (Lisa Tolentino) et *The Economic Benefits of Taking Community Action on Climate Change* (Jeff Kohl). Nous remercions chaleureusement Monique Beaudoin et Tricia Green, de la CCSO, qui siégeaient au Comité organisateur et qui ont travaillé sans relâche tout au long du congrès. Et n'oublions pas Jeff Kohl, qui selon les participants au congrès, a fait un fameux travail en tant que membre de l'équipe des maîtres de cérémonie.

La CCSO remercie tous les organismes partenaires, les comités organisateurs, les commanditaires, les présentateurs, le personnel, les bénévoles et les participants d'avoir fait de ce congrès un grand succès.

### Ordinateurs pour la communauté

Les ordinateurs et autres gadgets électroniques sont habituellement sans danger, mais ils représentent une menace quand ils se trouvent à la poubelle ou qu'ils sont jetés dans les lieux d'enfouissement. En effet, ces articles contiennent souvent des substances toxiques, comme le plomb, le mercure, l'arsenic et le cadmium. Quand ces articles sont jetés dans les lieux d'enfouissement, les toxines risquent d'être lessivées dans le sol et de contaminer les eaux souterraines et la chaîne alimentaire.

C'est pourquoi le *Community Environment Alliance of Peel* (CEA) a mis en œuvre *Share IT: Computers for Community* (CFC), un programme qui offre des ordinateurs remis à neuf et des compétences en technologie de l'information aux membres de la communauté à faible revenu, tout en détournant des ordinateurs des lieux d'enfouissement. Avec l'appui des entreprises et de la communauté, la CEA

planifie distribuer 1500 ordinateurs personnels remis à neuf d'ici 2006. « Le besoin est énorme dans la communauté », affirme Ranjana Mitra, la directrice générale de la CEA. « Nous planifions poursuivre notre but de fournir aux membres de la communauté des compétences pratiques en technologie de l'information pertinentes pour le travail et l'apprentissage. Personne ne devrait être privé d'un ordinateur. »

Le programme *Share IT: CFC* comprend la collecte d'équipement informatique auprès du gouvernement, des entreprises et du public. Des techniciens en informatique bénévoles qualifiés effacent les données des ordinateurs et les remettent à neuf. Grâce à Microsoft Canada, chaque ordinateur distribué par l'entremise de ce programme comprend un système d'exploitation sous licence. Le programme offre aussi de l'équipement aux organismes sans but lucratif et organismes de bienfaisance communautaires, ainsi qu'aux travailleurs indépendants qualifiés de la région de Peel. Le programme offre aussi des stages

d'éducation coopérative aux nouveaux immigrants et aux étudiants désirant poursuivre une carrière en technologie de l'information. Enfin, la CEA planifie tenir des activités spéciales ce printemps afin de sensibiliser les gens au problème que posent les déchets électroniques.

Depuis son lancement en août 2004, le programme a permis de détourner plus de 8,9 tonnes de déchets électroniques des lieux d'enfouissement. « Le programme a pris de l'ampleur depuis sa création, et nos nouvelles installations (à Brampton) nous permettront de mieux servir nos clients et la communauté », affirme M<sup>me</sup> Mitra. Le programme *Share IT: CFC* est conçu pour fournir un avantage holistique à la société, à l'environnement et à l'économie régionale, contribuant ainsi à une communauté durable.

Pour obtenir plus de renseignements sur *Share IT: CFC* communiquez avec Ranjana Mitra au (905) 463-9941 ou [rmitra@communityenvironment.org](mailto:rmitra@communityenvironment.org). Le programme *Share IT: CFC* est rendu possible grâce à l'aide financière de la *Fondation Trillium de l'Ontario*.

## Assemblée générale annuelle de la CCSO et mises en candidature au Conseil

On vous invite à vous joindre à nous dans le cadre de notre assemblée générale annuelle 2005 à Toronto, le 9 septembre. L'heure et l'endroit seront affichés sur notre site Web, au [www.ccsso.ca](http://www.ccsso.ca).

On invite les membres de la CCSO à nommer une candidate ou un candidat au Conseil d'administration de la CCSO durant l'assemblée générale annuelle, afin que cette personne représente sa catégorie d'adhésion (communauté,

réseau ou association provinciale). Les membres du Conseil sont élus pour un mandat de deux ans et peuvent siéger au Conseil jusqu'à trois mandats consécutifs.

On a envoyé les formulaires de mise en candidature par la poste aux membres de la CCSO qui étaient inscrits en mai 2005. Si vous êtes membre, mais que vous n'avez pas reçu de formulaire, veuillez communiquer avec notre bureau central pour en demander un exemplaire. Les mises en candidatures doivent être présentées d'ici le 15 août 2005.

## La campagne du Défi d'une tonne de London

Le Défi d'une tonne fait partie du Plan sur les changements climatiques du gouvernement du Canada, publié en novembre 2002. En moyenne, les Canadiennes et Canadiens produisent cinq tonnes de gaz à effet de serre chaque année. Le Défi d'une tonne nous demande de prendre des mesures afin d'atteindre l'objectif national de réduire d'une tonne les émissions par personne. Des communautés partout au Canada participent à ce programme; elles réaliseront des projets spéciaux ayant trait au Défi d'une tonne et raconteront leurs expériences.

La *Thames Region Ecological Association* (TREA) et la Ville de London dirigent la campagne du Défi d'une tonne de London, chacune ayant des initiatives précises pour inciter les citoyens de London à participer. Les défis d'une tonne locaux incitent l'ensemble des secteurs de la communauté à prendre part à la réduction de la consommation d'énergie et de l'eau, ainsi qu'à la réduction des déchets et à l'utilisation de moyens de transport non polluants. La Ville collaborera avec sept quartiers ayant plusieurs programmes, tout en appuyant l'ÉnerGuide pour les maisons et le Défi transport. La TREA fera la promotion du Défi transport auprès des entreprises et d'Aller-retour actif et sécuritaire pour l'école, en mettant l'accent sur les éléments suivants : conduire moins, conduire plus intelligemment et ne pas faire utiliser la marche au ralenti. Le groupe se rendra aux stations-service pour discuter de la marche au ralenti et de la vérification des pneus.

La TREA collaborera aussi avec les associations de condos au chapitre des économies d'énergie, avec les écoles et les marchands au sujet d'initiatives de réduction des pesticides, et aidera les scouts à obtenir leur insigne se rapportant au climat. L'année dernière, la TREA a lancé une campagne de sensibilisation communautaire intitulée « *Faites votre part pour l'air pur* ». Cela a permis de faire des visites fructueuses à plus de 100 emplacements et d'échanger avec plus de 30 000 personnes dans des écoles, des entreprises, des églises et dans le cadre d'activités spéciales durant l'année.

Pour plus de renseignements, consultez le site [www.trea.ca](http://www.trea.ca) ou la page se rapportant à la qualité de l'air, au [www.london.ca](http://www.london.ca).

## Nos nouveaux membres

La CCSO souhaite la bienvenue aux membres qui se sont inscrits après la sortie du dernier numéro de notre bulletin:

Archie Allison  
*Toronto*

John Osborne  
Social Planning Council of Kingston & Area

Gloria Fischer  
East Algoma CFDC  
*Blind River*

Diane Van Dyk  
West Elgin Community Health Centre  
*West Lorne*

Pete Mitrovic  
For the Greener Good  
*Kakabeka Falls*

Neel Venugopal  
*Toronto*

Pour devenir membre de la CCSO, veuillez visiter notre site web au [www.ccsso.ca/impliquez-vous/membre.htm](http://www.ccsso.ca/impliquez-vous/membre.htm)



## Animateurs communautaires

Communiquez-vous avec l'animateur dans votre région pour obtenir de plus amples renseignements sur les Communautés en santé.

### EST

**Kara Symbolic & Jeff Kohl (Westport)**

Téléphone: (613) 273-5044

[kara@healthycommunities.on.ca](mailto:kara@healthycommunities.on.ca)

[jeff@healthycommunities.on.ca](mailto:jeff@healthycommunities.on.ca)

### NORD-EST

**Monique Beaudoin (Sudbury)**

Téléphone: (705) 671-9983

[monique@healthycommunities.on.ca](mailto:monique@healthycommunities.on.ca)

### CENTRE-EST

**Susan Larsh (Bowmanville)**

Téléphone: (905) 623-2233

[sue@healthycommunities.on.ca](mailto:sue@healthycommunities.on.ca)

### SUD-OUEST

**Frances Shamley (Glencoe)**

Téléphone: (519) 287-2618

[frances@healthycommunities.on.ca](mailto:frances@healthycommunities.on.ca)

### NORD-OUEST

**Paul Filteau (Thunder Bay)**

Téléphone: (807) 683-6298

[paul@healthycommunities.on.ca](mailto:paul@healthycommunities.on.ca)

### CENTRE

Veillez noter que Leila Sherriff, l'animatrice régionale de la région Centre Nord, a été affectée de façon provisoire à la Fondation Trillium de l'Ontario entre les mois de juin et octobre de 2005. Veuillez appeler au 1-800-766-3418 afin d'accéder à nos services.

### VILLE DU GRAND TORONTO ET GOLDEN HORSESHOE

Veillez communiquer avec notre bureau central

Téléphone: (416) 408-4841

[info@healthycommunities.on.ca](mailto:info@healthycommunities.on.ca)

## Réseau de la sécurité alimentaire

### Suite de la page 1

des membres des Premières nations font partie intégrante de leur mode de vie, et la perte de leur souveraineté à l'égard de leurs terres a coïncidé avec la perte de leur régime traditionnel.

Les membres du Réseau de la sécurité alimentaire ont aussi trouvé qu'il y a un manque de participation de la part du gouvernement en ce qui a trait à la supervision des systèmes alimentaires, et que les ressources permettant d'appuyer l'agriculture locale ont diminué. Selon M<sup>mes</sup> Cheguis et Ojala, « nous en sommes venus à la conviction que le gouvernement considère l'agriculture comme une industrie en pleine maturité qui n'exige pas d'intervention. Les gouvernements municipaux doivent commencer à jouer un rôle plus important pour appuyer l'agriculture, et surtout l'agriculture biologique. Ils doivent aussi examiner le réseau de distribution et permettre aux exploitants agricoles locaux de vendre leurs produits dans leur communauté. »

On a terminé la version finale de la Charte alimentaire au début de 2004, et le Conseil de santé du district de Sudbury-Manitoulin l'a adoptée en juin. Le Conseil

de santé a été un champion important de la Charte et a aidé à la promouvoir auprès des autres communautés du district.

En septembre 2004, le Réseau de la sécurité alimentaire a présenté la Charte au Conseil de la Ville du Grand Sudbury. Afin de lier la Charte aux priorités du Conseil, le Réseau a mentionné les communautés en santé comme une des priorités stratégiques de la Ville et a expliqué comment on pourrait adopter le modèle des communautés en santé afin d'aborder les questions liées à la sécurité alimentaire. Le Conseil municipal a appuyé la Charte à l'unanimité.

Deux autres municipalités du district ont aussi adopté la Charte alimentaire : la municipalité de Killarney et St. Charles, ainsi que le canton de Tehkummah.

En réfléchissant aux réussites du Réseau de la sécurité alimentaire, M<sup>mes</sup> Ojala et Cheguis indiquent qu'il est intéressant de « constater l'importance qu'a la nourriture pour les gens » et d'apprendre combien de connaissances collectives existent dans la communauté. Elles disent aussi que « c'est si intéressant de voir l'enthousiasme généré dans une salle quand nous parlons de ce sujet ». Ce projet leur a donné « l'occasion de rencontrer des personnes formidables

faisant des choses importantes pour aider les gens et l'environnement ».

Pensant à l'avenir, les représentantes et représentants du Réseau de la sécurité alimentaire feront plus de travail afin d'arriver à un consensus sur des questions clés, parmi les membres, et ils encourageront tous les membres à adopter la Charte alimentaire au sein de leur propre organisme. Ils planifient aussi d'éduquer et de sensibiliser davantage les gens afin d'étendre la participation et d'encourager les membres de la communauté à transmettre d'autres commentaires et idées. Enfin, ils planifient de rédiger un rapport annuel sur l'état de la sécurité alimentaire qui fournirait des indicateurs détaillés du développement d'un système alimentaire local fort.

Afin de consulter la Charte alimentaire, veuillez vous rendre [www.foodshedproject.ca/food\\_security.htm](http://www.foodshedproject.ca/food_security.htm).

*Adapté d'une entrevue avec Tammy Cheguis, diététiste en santé publique, Service de santé publique de Sudbury et du district et présidente du Comité de santé du Réseau de la sécurité alimentaire des districts de Sudbury et de Manitoulin, et avec Doreen Ojala, gestionnaire de projet, projet Foodshed et coprésidente du Réseau de la sécurité alimentaire.*

### Conseils pour les communautés qui entreprennent des projets de sécurité alimentaire

- Apprenez de l'expérience des autres communautés. L'appui et le mentorat de Debbie Fields et de Wayne Roberts de Toronto ont été inestimables pour le processus de rédaction d'une charte alimentaire pour les districts de Sudbury et Manitoulin. « L'expérience vécue à Toronto justifiait le travail que nous faisons », soulignent M<sup>mes</sup> Ojala et Cheguis.
- Invitez votre bureau de santé publique à participer. Le Service de santé publique de Sudbury et du district a joué un rôle important au sein du Réseau de la sécurité alimentaire, en tant que source de connaissances et de renseignements, ainsi qu'en tant que champion de sa cause.
- Utilisez les ressources disponibles. L'Association pour la santé publique de l'Ontario, les conseils de planification sociale, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario, Ryerson University et la CCSO ont d'excellentes ressources et pour vous aider.
- Obtenez les commentaires de la communauté. N'hésitez pas à organiser des séances de consultation publique et de lancer cette initiative. Vous verrez qu'il y a beaucoup de passion pour ce sujet!

### Le projet Foodshed

Le projet Foodshed a pour vision de créer un système alimentaire local renouvelable en suivant le modèle de production alimentaire de développement économique communautaire et d'intendance de l'environnement. La notion de production alimentaire nous relie aux sources alimentaires locales et est un cadre au sein duquel nous pouvons comprendre où et comment on cultive les aliments et comment les aliments circulent dans la communauté. Idéalement, notre production alimentaire serait aussi locale que possible.

Situé à Sudbury, le projet Foodshed fait la promotion de genres de distribution alimentaire favorisant l'autonomisation, comme les jardins collectifs et les cours de cuisine créative. La notion de production alimentaire tente de redonner le contrôle du système alimentaire à la communauté locale et de créer une responsabilisation en ce qui a trait aux ressources nécessaires pour cultiver les aliments. Quand nous rapprochons les exploitants agricoles et les consommateurs, nous réduisons les impacts environnementaux du système alimentaire et assurons des marchés pour les exploitants agricoles locaux. Afin d'appuyer cette vision, le projet Foodshed a publié un « planificateur d'achat respectueux de l'environnement », qui fait le lien entre la planification des repas et la réduction de nos milles alimentaires. Le projet Foodshed appuie aussi des programmes directs de la production à la consommation pour lier les citoyennes et citoyens et les exploitants agricoles locaux, et pour garder l'argent dépensé pour la nourriture dans la communauté.

Pour obtenir plus de renseignements sur le projet Foodshed, consultez le site Web : [www.foodshedproject.ca](http://www.foodshedproject.ca).